



UNE ALLIANCE SIGNIFICATIVE.

Les bonapartistes viennent de contracter alliance avec les radicaux : cet incident de la lutte des partis en France, lutte dont l'enjeu est peut-être l'avenir de tout le continent européen, renferme un enseignement qu'il n'est pas inutile de faire ressortir. Le combat est entre l'ordre et le désordre, entre les conservateurs et la démagogie : il importe de savoir précisément quels sont les véritables défenseurs de l'ordre social. Cette étude est d'un intérêt plus ou moins éloigné selon les peuples, mais il ne faudrait pas un grand effort de logique pour la localiser dans chaque pays en particulier.

Napoléon Ier est issu de la révolution ; il en a été le serviteur avant d'en devenir l'organisateur et le maître despotique ; les éléments subversifs qu'elle contenait ont favorisé toutes ses usurpations de pouvoir en inspirant une terreur trop justifiée aux classes moyennes. Mais le grand homme a contenu le ferment révolutionnaire, il ne l'a pas détruit, et lui-même, après une série de défaites sur les champs de bataille, a pu se croire victime autant du "réveil de la liberté" que de la coalition européenne. Plusieurs historiens ont prétendu qu'au lendemain de l'expédition de Russie, Napoléon aurait pu se maintenir si la France n'avait manifesté son dégoût du despotisme impérial. Cette idée d'émancipation était tellement répandue dans le peuple qu'au retour de l'île d'Elbe, l'Empereur crut devoir lancer des proclamations pleines de promesses libérales et signer une constitution dont Benjamin Constant a pu se faire l'apôtre. Né du désordre, Napoléon sut l'étouffer, et finit par s'en servir une dernière fois pour reconstituer sa grandeur.

Le Bonapartisme a subi de nos jours les mêmes vicissitudes et renouvelé la même tactique.

Napoléon III, issu de la révolution de 1848, a étouffé en 1851 le mouvement populaire qui l'avait élevé. Ses panégyristes l'ont appelé l'organisateur de la démocratie : le mot est exact si la démocratie est satisfaite d'une organisation qui a pour formule le despotisme et Sedan pour terme. A vrai dire, Napoléon III n'a rien organisé : il a eu contenir durant vingt années le désordre à l'état latent, et le 4 septembre, lorsque sa déchéance a été prononcée, il est tombé victime du propre principe libéral qui avait favorisé ses débuts et son installation aux Tuileries. Présentement, ses héritiers, obligés de refaire la fortune du parti, sont en train de reprendre la stratégie du début, laquelle consiste à flatter le plus possible les classes inférieures. Le Bonapartisme tend la main à la Commune.

Personne n'a été surpris de voir le prince Napoléon provoquer le premier cette alliance ; le *Times* l'appelle pour cela le *Prince Rouge*, mais il ne diffère guère des autres personnages de son parti que par plus d'audace. Il est logique. L'idée impérialiste, c'est l'idée révolutionnaire ; il n'y a que l'instinct de la conservation qui fasse des Bonapartes des hommes d'ordre.

La lettre écrite par le Prince Rouge à un journal radical pour amener une entente sur le terrain d'une lutte conjointe en faveur de la république, a soulevé certains mécontentements ; mais les réclamations ne portent pas sur le fait même de l'alliance, elles viennent de ce que la démarche du Prince est une atteinte à la discipline du parti, en autant qu'elle méconnaît l'autorité de M. Rouher, le chef réel, le régent *in partibus*. Cela est tellement vrai qu'aussitôt après la publication de

cette lettre, les journaux bonapartistes, inspirés par M. Rouher, ont mis en tête de leur programme : l'appel au peuple. Or, le premier article du programme de M. Gambetta, c'est la dissolution de l'Assemblée. La provocation à une alliance est donc la même dans l'un et l'autre cas : elle diffère dans les termes, voilà tout.

Il reste acquis un fait principal, c'est que le Césarisme et le Communisme se donnent la main. Les véritables partisans de l'ordre, les vrais conservateurs en tireront une conclusion instructive. L'Impérialisme et le Communisme, c'est tout un, ce sont les deux termes de l'idée révolutionnaire, du libéralisme français, de la révolte contre l'autorité modératrice de l'Eglise. Ce libéralisme est un cercle vicieux qui a pour centre César et les barricades pour circonférence, on étouffe dedans, et il faut se battre pour en sortir.

OSCAR DUNN.

UNE LETTRE DU COMTE DE CHAMBORD.

Les journaux de France publient la lettre suivante adressée par le comte de Chambord au vicomte Rodez-Bénévent, député :

Frohsdorf, le 19 septembre 1873.

"Le sentiment qu'on éprouve, mon cher vicomte, en lisant les détails que vous me donnez sur la propagande révolutionnaire dans votre province, est un sentiment de tristesse ; on ne saurait descendre plus bas pour trouver des armes contre nous, et rien n'est moins digne de l'esprit français.

"En être réduit en 1873 à évoquer le fantôme de la dime, des droits féodaux, de l'intolérance religieuse, de la persécution contre nos frères séparés ; que vous dirai-je encore ? de la guerre follement entreprise dans des conditions impossibles, du gouvernement des prêtres, de la prédominance de classes privilégiées !

"Vous avouerez qu'on ne peut pas répondre sérieusement à des choses si peu sérieuses. A quels mensonges la mauvaise foi n'a-t-elle pas recours lorsqu'il s'agit d'exploiter la crédulité publique ?

"Je sais bien qu'il n'est pas toujours facile, en face de ces indignes manœuvres, de conserver son sang-froid, mais comptez sur le bon sens de vos intelligentes populations pour faire justice de pareilles sottises. Appliquez-vous surtout à faire appel au dévouement de tous les honnêtes gens sur le terrain de la reconstitution sociale. Vous savez que je ne suis point un parti, et que je ne veux pas revenir pour régner par un parti : j'ai besoin du concours de tous, et tous ont besoin de moi.

"Quant à la réconciliation si loyalement accomplie dans la maison de France, dites à ceux qui cherchent à dénaturer ce grand acte, que tout ce qui s'est fait le 5 août a été bien fait dans l'unique but de rendre à la France son rang, et dans les plus chers intérêts de sa prospérité, de sa gloire et de sa grandeur.

"Comptez, mon cher Rodez, sur toute ma gratitude et ma constante affection."

HENRI."

On avouera que le futur roi de France parle carrément français ; il appelle un chat un chat et les radicaux des menteurs.

C'est la première fois que le comte de Chambord répond aux "sottises" que l'on débite sur son compte, et il le fait de manière à couvrir de honte les auteurs de tant de "manœuvres indignes." L'Amérique n'a pas le monopole des petits moyens de cabale ; les hommes sont un peu les mêmes sous tous les gouvernements, et nous qui nous fâchons ici lorsqu'on représente un candidat comme désireux avant tout de taxer le peuple, nous se-

rons peut-être surpris d'entendre dire en France par une classe d'agents subalternes que l'exilé de Frohsdorf ne veut revenir en France qu'afin de rétablir les droits de grenouillage et de jambage. Et, pour rester dans un cercle plus respecté, n'avons-nous pas entendu proclamer par M. About que le règne d'Henri V serait le règne des Jésuites ? Ne lit-on pas tous les jours dans des journaux bien posés que le comte de Chambord n'est pas de son siècle, qu'il date du moyen âge, qu'il veut rétablir l'ancien ordre de choses sans tenir compte des faits accomplis et des besoins réels de la société moderne ?

C'est à ces calomnieux, petits et grands, qu'est destinée la noble lettre que l'on vient de lire.

Henri V ne sera ni le restaurateur d'un passé suranné ni le roi d'un parti ; il sera l'agent de la "reconstitution sociale." Il viendra s'il est appelé, mais il viendra sans conditions afin de conserver son prestige intact et de sauvegarder le principe conservateur qu'il représente. Voilà toute sa prétention. Il aura une tâche immense à accomplir, et il faut que l'autorité de son nom soit proportionnée à sa mission ; "tous ayant besoin de lui," personne ne doit essayer de l'amoinrir dans l'estime et le respect du monde.

Si on lui laisse l'intégrité de son nom, il imposera à tous les partis, il dominera leurs luttes, sa personnalité sera respectée, et il possèdera ainsi la puissance stable qu'il lui faut pour donner à la France la liberté constitutionnelle : c'est à quoi il tend, comme l'attestent ses écrits.

OSCAR DUNN.

DE TOUT UN PEU.

M. Tirard, député de la Seine, s'étant permis de consulter à la républicaine le maréchal Mac-Mahon sur la situation politique, celui-ci lui a fait répondre la lettre suivante par son secrétaire :

"Monsieur le député,

"Le maréchal président de la République a reçu votre lettre en date d'hier, dans laquelle vous lui communiquez vos appréciations sur la situation politique du pays.

"Il me charge de vous faire connaître l'ésolution qu'il a prise de ne répondre que par de simples accusés de réception aux nombreuses lettres politiques qui lui parviennent chaque jour, et qui émanent pour la plupart de personnages considérables, exprimant malheureusement les opinions les plus diverses et les plus contraires.

"Il pense, en effet que, dans la situation où l'a placé l'Assemblée nationale, il a le devoir de ne pas se prêter à un échange de correspondances qui seraient le plus souvent livrées à la publicité, et ne manqueraient pas de provoquer dans la presse une polémique regrettable et des discussions dangereuses.

"Le maréchal espère que vous apprécierez le motif de cette réserve, et il me prie de vous transmettre l'expression de sa considération distinguée.

"E. D'HARCOURT,

"Secrétaire de la présidence.

"Versailles, le 29 septembre, 1873."

Nous trouvons dans l'*Union*, la lettre suivante, adressée par M. le comte de Chambord à M. le marquis de Franclicu, à l'occasion du mariage d'une de ses filles :

"Frohsdorf, le 7 septembre.

"Vous comprendrez mieux que tout autre, mon cher Franclicu, combien je suis absorbé en ce moment par les plus graves préoccupations ; mais pour un vieil ami comme vous, je veux trouver le temps de vous dire que je vous félicite vivement du mariage de la plus jeune de vos filles avec M. Fernand de Belleroche. Dieu vous bénit